

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux

Contribution Enedis

Vous trouverez ci-dessous la réponse d'Enedis à la consultation publique de la commission de régulation de l'énergie du 25 avril 2017.

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie

Ce projet d'arrêté fait suite aux travaux menés dans le cadre du groupe de travail lancé par la CRE avec l'ADEEF. Enedis souligne que ce projet reflète les échanges lors de ce groupe de travail.

En complément des réponses apportées aux questions ci-dessous, Enedis souhaite souligner les points suivants :

- Dans un souci de transparence et de non-discrimination entre les utilisateurs de réseau public, Enedis est favorable à ce que l'ensemble des clients ait une vision du coût de leur raccordement quel que soit le maître d'ouvrage.
- Etant donné la composition des prix, qui sont majoritairement composés de prestations de travaux publics et de matériels, il serait utile d'actualiser progressivement les coûts engendrés par les opérations de raccordement pour refléter au mieux leur évolution. De ce fait, Enedis est favorable à l'ajout d'un article introduisant la possibilité pour les gestionnaires de réseau de prévoir une révision annuelle des prix unitaires et des coefficients de leurs barèmes de raccordement à partir d'une formule d'indexation sur la base d'indices publics et publiés, validée par la CRE lors de l'approbation du barème. Cette révision annuelle ne pourra dépasser une période à définir ;
- Au sein de l'article 4, Enedis est favorable à une définition plus précise du terme « devis suffisamment détaillé », une définition trop large pouvant être source d'incertitude et d'insécurité juridique. Il est proposé de reformuler de la façon suivante « un devis comportant le détail des ouvrages réalisés pour l'opération de raccordement et leur prix associés ».
- Dans l'article 9, Enedis est favorable à la proposition de la CRE concernant la transmission du bilan technique « à chaque nouveau projet de barème de raccordement et non plus chaque année comme indiqué dans l'arrêté du 28 août 2007 », comme précisé dans l'exposé des motifs. Toutefois, dans la proposition du contenu de l'article 9, il est indiqué « les GRD notifient à la CRE un bilan technique des opérations de raccordement ... lorsqu'ils soumettent pour approbation à la CRE une révision de leur barème de raccordement ou un nouveau barème et, **a minima, chaque année à compter de la date d'entrée en vigueur de leur barème de raccordement** ». Enedis propose de supprimer et « a minima, chaque année ... »

- Il pourrait être précisé dans l'arrêté que le bilan financier est envoyé uniquement à la CRE et ne donne pas lieu à publication.
- Enedis est favorable à préciser dans l'article 11 le montant de contribution dans le cas des offres de raccordement alternatives ayant un coût supérieur à l'offre de raccordement de référence. Dans ce cas, le demandeur du raccordement prend à sa charge la totalité des surcoûts entre l'offre de raccordement de référence et l'offre de raccordement alternative sans application sur ces surcoûts du taux de réfaction mentionné dans l'arrêté pris en application de l'article L. 341-2.
- Le dernier alinéa semble redondant avec la définition de devis dans l'article 4. Il est proposé de le supprimer.
- L'article 14 ne prévoit pas la contribution pour les modifications de branchement. Il est proposé de modifier l'article de la manière suivante « lorsque cette modification entraîne des travaux sur les ouvrages constitutifs du raccordement, elle donne lieu au versement d'une contribution calculée ... »

Question 1 : Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : Enedis considère que, dès lors que l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) ou du coupe-circuit collectif (CCPC) est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, cette information doit être prise en compte pour déterminer l'opération de raccordement de référence.

Enedis est favorable à ce que l'information concernant la prise en compte du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence soit précisée dans la documentation technique de référence de chaque gestionnaire de réseau.

Question 2 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : Enedis est favorable à la proposition de la CRE, sous réserve d'une précision sémantique sur les offres de raccordement alternatives (ORA).

Les opérations de raccordement intelligentes (correspondant aux deux premiers tirets de la liste de l'article 3) s'inscrivent dans le cadre plus général des offres de raccordement alternatives et correspondent à des solutions de raccordement présentant un intérêt en délai et/ou en coût, en contrepartie d'une modulation de la production ou consommation de l'installation. Leur dénomination correspond parfaitement au contexte du développement des smartgrids s'appuyant sur des dispositifs de communication modernes entre les producteurs et les GRD, pour moduler la puissance injectée ou soutirée. Ces ORI se trouvent être un cas particulier d'opérations de raccordement alternatives, qui recouvrent toutes les opérations de raccordement différentes de l'ORR, comme la CRE les a définies dans sa délibération du 25/04/2013. Le troisième tiret est un exemple d'ORA qu'il faut, selon Enedis, distinguer des ORI précédemment définies dans les deux premiers tirets. Enedis suggère donc d'ajouter une phrase introductive dans l'article 3 du projet d'arrêté pour définir l'ORA avant d'introduire l'ORI.

Enedis souhaite également souligner que le déploiement opérationnel de ces ORI se fera progressivement. En effet, les travaux menés par Enedis suite aux recommandations de la CRE issue de sa délibération du 12 juin 2014 portant recommandations sur le développement des réseaux électriques intelligents, ont confirmé

l'opportunité technico-économique de ce type d'offres pour les installations de production raccordées en HTA. Pour les installations de production raccordées en BT ou les installations de consommation, la mise en œuvre de telles offres ne serait intéressante que pour un nombre de cas limité et pourrait nécessiter, notamment en BT, la mise en place d'une infrastructure de communication inexistante à l'heure actuelle et le développement d'un DEIE BT.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : Enedis est favorable à la proposition de la CRE.

Question 4 : Que pensez-vous de la possibilité, laissée à certains gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées tout en le justifiant, mentionnée à l'article 10 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : Pas de remarque

Question 5 : Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : Enedis est favorable à la proposition de la CRE.

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie

Question 6 : Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?

Réponse Enedis :

Quel que soit la définition retenue pour l'offre de raccordement de référence, il est nécessaire, pour Enedis, que cette définition soit identique dans les deux projets d'arrêté relatifs respectivement au raccordement sur les réseaux publics de distribution et au raccordement sur les réseaux publics de transport, ainsi qu'avec la définition dans le cadre des SRRREnR décrite dans l'article D342-23 du code de l'énergie.

La convergence de la définition des ORR est indispensable car certains raccordements nécessitent des travaux sur le réseau public de distribution et sur le réseau public de transport. Des définitions différentes amèneraient à des incohérences.

Question 7 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : La dénomination d'Offre de Raccordement Intelligente pourrait être utilisée pour les offres de raccordement intégrant la possibilité de moduler la puissance de production des installations de production. Cependant, d'autres offres de raccordement que l'ORR peuvent être étudiées, n'intégrant pas cet aspect de modulation dynamique de puissance, mais présentant un intérêt pour les producteurs (modification du tracé, découpage du site en plusieurs parcs,...).

Enedis propose d'englober toute offre de raccordement autre que l'ORR sous la dénomination d'Offre de Raccordement Alternative (ORA), l'ORI étant une ORA spécifique intégrant la possibilité de moduler la puissance active du site de production.

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?

Réponse Enedis : Enedis est favorable à l'encadrement des méthodes de calcul.

Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

Réponse Enedis :

Enedis est favorable aux propositions concernant les articles 2, 3 et 4.

Enedis est favorable à la proposition de l'article 1 concernant l'autorisation pour les installations raccordées en basse tension de participer au réglage de la tension par l'absorption de puissance réactive. La proposition de la CRE prévoit que cette possibilité soit prise en compte uniquement dans une « offre de raccordement intelligente » (qu'il faudrait plutôt nommer « offre de raccordement alternative », en cohérence avec la remarque d'Enedis en réponse à la question n°7) et pas dans une offre de raccordement de référence. Pour Enedis, il est nécessaire de laisser les deux possibilités ouvertes. La mise en œuvre de cette participation au réglage de tension par les installations de production en BT fera l'objet d'une concertation avec les représentants des producteurs dans le cadre de l'évolution de la documentation technique de référence. S'agissant d'installations relevant du marché de masse, il serait probablement opportun de standardiser les offres en prévoyant une participation au réglage de la tension dès l'ORR, la mise en œuvre d'options pouvant s'avérer complexe et coûteuse en termes de gestion. Dans ce contexte, Enedis propose de supprimer le 3^{ème} alinéa de l'article 1.

Sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité

Question 10 : Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Question 11 : Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?

Question 12 : Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Réponse Enedis :

Enedis partage l'intérêt porté par la CRE sur la mise en œuvre des dispositions relatives à la contribution prévue à l'article L. 342-11 du code de l'énergie. Enedis constate de plus en plus des difficultés de mise en œuvre de ces dispositions. De plus, Enedis rencontre également des difficultés avec les collectivités locales sur l'interprétation et l'application des articles R.423-59, L.332-15 et L.332-08 du code de l'urbanisme.

Enedis est donc favorable à la clarification des pratiques en établissant une procédure partagée. Pour ce faire, Enedis propose d'engager une concertation sur cette procédure avec les représentants de collectivités en charge de l'urbanisme et les autres GRD.

Enedis serait intéressée à participer à des travaux concernant d'éventuelles évolutions et précisions du cadre législatif et réglementaire.